

# INTERVIEW DU PRESIDENT DE LA COSMAF

*Question 1. Monsieur le Président, vous vous êtes retrouvé à nouveau à Brazzaville au Congo dans le cadre de la promotion du marché financier, peut-on savoir quel a été l'objet de votre séjour et comment s'articulaient vos activités ?*

Président :

Comme vous le savez, la mise en place d'un marché financier demeure une longue marche dont la maîtrise de chacune des étapes est essentielle. Parmi les actions d'accompagnement à accomplir pour établir un marché financier équilibré et efficient, figurent les campagnes incessantes de promotion du marché. Ces actions, je ne le dirai jamais assez, visent à vulgariser le concept de marché financier auprès de tous les acteurs économiques et financiers au premier chefs desquels se trouvent l'Etat et les administrations publiques, les entreprises, les banques, les compagnies d'assurance et les particuliers qui doivent jouer un rôle fondamental dans le développement du marché financier. Il s'agit pour nous d'élever la culture boursière et financière dans la sous région CEMAC.

Dans ce processus permanent de communication et de formation, nous ne ménageons aucun effort. Ainsi l'étape du Congo s'inscrit dans la logique des actions que nous déployons en permanence dans toute la sous région CEMAC pour atteindre cet ultime objectif.

Aussi, au programme de notre campagne de Brazzaville de mars 2008, se déclinent les actions suivantes :

- Conférence - Débat organisée le 10 mars 2008 sur la problématique de la Modernisation du mode de financement de la dette publique par le Marché Financier ;
- Participation au 12<sup>ème</sup> Colloque de la Confédération Internationale des Associations des Diplômés de l'ITB du 11 au 14 mars 2008 ;
- Formation des Journalistes sur les Fondamentaux de la Bourse les 17 et 18 mars 2008.

*Question 2. Parmi les actions mentionnées, une d'elle a retenu particulièrement l'attention de la population et des autorités congolaises, à savoir la conférence - débat organisée au Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza sur le thème : « La Modernisation du mode de financement de la dette publique par le marché financier », quel contenu donnez-vous à cette problématique et quelles sont vos attentes vis-à-vis des autorités congolaises ?*

Président :

Ce thème est d'actualité et constitue une interpellation aux autorités publiques et aux décideurs de réorienter le mode de financement des Etats. Aujourd'hui, et partout ailleurs, même dans les sous-régions proches de la notre comme l'UEMOA, le financement approprié de la dette publique se fait par le biais du marché financier. L'exemple récent de l'Etat gabonais qui a levé près de 100 milliards de FCFA sur le marché financier de l'Afrique Centrale est une illustration de la prise de conscience

progressive des autorités publiques et de l'intégration de ce mode de financement comme signe de modernité et une alternative au financement monétaires.

Le recours au financement dit monétaire, qui consistait pour les Trésors des Etats de bénéficier des avances de la Banque Centrale tend à être banni dans les pratiques modernes de financement des Etats. Aussi, ceux-ci n'auront d'autres choix pertinents que de recourir au marché financier pour lever les fonds nécessaires au développement de l'infrastructure publique et au gap de trésorerie.

Pour les Etats, recourir au financement par le marché financier présente des avantages certains :

- diversifier les sources de financement ;
- maîtriser l'accès des ressources ;
- opérer une prévision du financement ;
- assurer une meilleure transparence et une bonne gouvernance dans la gestion publique.

Ce mode moderne de financement requiert par ailleurs des préalables nécessaires à son développement :

- amélioration de la qualité et de la crédibilité des politiques-macro économiques ;
- la transparence de la gestion des finances publiques ;
- l'appropriation du cadre de référence de la politique d'endettement public dont les diligences majeures consistent pour les Etats à :
  1. systématiser les stratégies d'endettement extérieur et intérieur
  2. clarifier des responsabilités en matière d'emprunt public ;
  3. prendre en compte tous les engagements financiers de l'Etat dans la formulation des stratégies financières ;
  4. reformer les systèmes de prévision et de gestion de la trésorerie publique par l'adoption d'un cadre communautaire de référence.

*Question 3. Vous avez été invité ensuite par la Confédération des Associations des diplômés de l'ITB, est-ce en tant qu'ancien banquier ou bien pour établir une articulation entre la banque et le Marché Financier qui constituent l'ossature du système financier dans sa globalité ?*

Président :

Je suis un ancien banquier et en cette qualité, j'ai contribué à animer et à dynamiser l'Association congolaise des diplômés de l'ITB dont je salue au passage le travail qui a été abattu après moi.

Pour avoir pratiqué cette activité et exerçant actuellement dans le domaine du marché financier, je pense être en mesure d'établir des liens entre les deux activités qui sont complémentaires contrairement à ce qu'on peut penser. C'est donc à ce double titre que mon institution et moi avons été honoré de prendre part au 12<sup>ème</sup> Colloque des Associations des Diplômés de l'ITB.

Au cours de ce colloque nous avons pu montrer la complémentarité qui existe entre la banque et le marché financier. Il s'agit des deux segments du système de financement des économies. La banque intervient sur le segment de court terme et le marché financier sur le segment de long terme. Un

système financier cohérent doit opérer une réelle articulation entre les deux segments pour assurer avec cohérence une gamme de produits adaptés aux exigences des émetteurs et des investisseurs.

*Question 4: Quelles sont pour vous les conditions pour asseoir un système financier intégré en Afrique Centrale ?*

Président :

Un système financier intégré et cohérent en Afrique Centrale doit reposer sur les éléments suivants :

- une intégration totale du marché financier de l'Afrique Centrale à travers un schéma qui prend en compte la problématique de la bourse de Douala ;
- une réelle complémentarité entre les Banques, le marché financier régionale, les compagnies d'assurance, les banques de développement, la banque centrale.
- Un système de paiement moderne qui permet de sécuriser toutes les opérations ;
- La création d'un forum de stabilité financière.

*Question 5: Vous développez enfin une formation qui nous concerne au premier chef, qu'en est-il ? et pourquoi ?*

Président :

La formation des journalistes représente une activité importante de la COSUMAF et est inscrite dans son plan d'action. Il s'agit du respect de l'engagement pris vis-à-vis de ce corps de métier que nous mettons en avant-garde dans la stratégie de développer la culture boursière dans notre sous région. Il s'agit en outre de l'application d'une des recommandations issues des « premières journées du Marché Financier de l'Afrique Centrale » qui ont eu lieu à Libreville du 4 au 6 décembre 2006 ; recommandation qui appelait à la formation des journalistes dans le processus de la divulgation de la culture boursière.

Cette formation vise des objectifs suivants :

- permettre l'acquisition de connaissances sur les fondamentaux de la bourse ;
- obtenir une formation sur les mécanismes de marché afin de contribuer efficacement à la diffusion de la culture boursière.

La formation est axée sur trois modules et est sanctionnée par une évaluation qui donne lieu à la délivrance d'un certificat.

Après le Gabon, le Congo constitue la deuxième étape de cette formation avant qu'elle se déploie dans les autres pays.